



*Les textes qui suivent, du premier semestre 1980, remontent à avant le premier septennat Mitterrand. Avec le recul, leurs analyses nous semblent à ce titre riches d'enseignements potentiels.*

*Rédigés par des membres de l'Organisation Communiste Libertaire de la région Ouest, des Landes et de la région parisienne, ils traitent des débuts du deuxième programme électro-nucléaire français, et de la lutte contre la centrale atomique de Plogoff.*

*Ils ont été retranscrits en janvier 2015 à partir d'un exemplaire, conservé dans les archives du Centre de Recherche pour l'Alternative Sociale (<http://cras31.info>), de la brochure ronéotée illustrée d'origine intitulée :*

ACIER-INOX *et* LES INSURGES  
*présentent*

**NUCLEAIRE  
TERRORISME D'ETAT**

*On trouvera ci-après, dans leur ordre de publication initial :*

- p. 2 à 5      **Plogoff l'insurgée**  
(analyse de la lutte sur le terrain, proposée par OCL Le Mans)
- p. 6 à 12     **Nucléaire**  
(analyse du rôle du nucléaire pour le capitalisme, OCL Peyrehorade)
- p. 12-13     **Un mouvement anti-nucléaire renaît !??!**  
(considérations sur 2 manifestations prévues à Plogoff et La Hague)
- p. 14-15     **Plogoff : quel soutien ?**  
(remarques stratégiques de membres du comité Plogoff parisien)

# PLOGOFF

## L'INSURGÉE

### LA LUTTE A PLOGOFF

#### la détermination. Raisons ?

Elle ne date pas d'aujourd'hui, les gens du Cap luttent depuis 4 ou 5 ans. 3 raisons principales dans l'ordre chronologique : l'antinucléaire, la menace des expropriations, et dernièrement, avec l'enquête publique : l'occupation. D'autres raisons s'ajoutent à cela : géographiques, sociales et politiques. Il fallait voir dans la tempête les flics grelottant, super harnachés, avec cirés, parkas... tanguer dans le vent face aux pêcheurs en petite vareuse qui ne bougeaient pas d'un poil, pour comprendre que les gens sont durs comme le paysage (Et c'est pas une image !). Rappelons que le Cap compte 800 marins de commerce, 350 pêcheurs, tous paysans à terre (mélange socio-professionnel détonant), qu'en juin 40 tous les hommes jeunes sont partis pour l'Angleterre avec ceux de l'île de Sein. Je ne cocoricote pas ! Si pour nous résistance à l'Etat égal Mai 68, chez eux le dernier exemple c'est la résistance.

#### les courants de la lutte

Le maire qui a plusieurs fois retourné sa veste, maintenant légaliste dans la lutte, mais qui reste un élément important (s'il demandait de prendre les fusils, par exemple). Le curé antinucléaire qui a mis une pancarte "Halte à l'envahisseur" sur son église.

Le comité de défense, à la pointe de la lutte durant 4 ans, maintenant débordé par la lutte de toute la population. Principalement 3 femmes actuellement qui s'occupent de la liaison avec la

presse française et étrangère, des communiqués, du soutien aux emprisonnés (contact avec les avocats, la ligue des droits de l'homme...); ne sont pas là pour la violence, mais l'acceptent.

Les antinucléaires du Cap. Surtout la coordination des CLIN du Cap et l'association "Evit Buhez Ar CH ap" (Pour la vie au Cap). Pour la plupart non violents et légalistes, ils essaient souvent de calmer la population (Jean Moalic). Pour eux le symbole de la lutte est plus la bergerie que la résistance violente aux flics.

La population de Plogoff, "résistants" à l'occupation et aux expropriations. Actuellement très radicalisés ; de la femme de marin de commerce qui ne sait pas comment annoncer à son mari en mer que la maison qu'ils font construire doit être abattue, au Plogovite qui doit supporter les flics toute la journée devant chez lui, ils forment une majorité agissante toujours présente dans la lutte sur le terrain.

#### les couches sociales dans la lutte

Pas de distinction pour ceux touchés directement par l'occupation ou les expropriations. Tous ceux qui en ont chié ou en chient encore (marins de commerce en activité ou en retraite) pour avoir une maison dans le Cap et qui voient que ça va devenir un désert bétonné et électrifié. Les paysans expropriés pour la centrale. Les ouvriers et employés en général qui bossent sur la commune. Les commerçants et artisans (certains ferment boutique pour aller aux affrontements, d'autres ne bossent plus depuis le début de l'enquête). Les agriculteurs sont moins branchés (quelques uns à CLEDEN). Peut-être à l'annonce des expropriations pour les couloirs haute-tension (400 mètres de large vers Douarnenez, 600 m vers Nantes) ?

## les moyens de la lutte

Barrages coupant Plogoff, carcasses de voitures, cables, pneus..... à chaque fois enflammés ? Utilisation de dynamite au pont du Loch. Attaque des rondes les premières semaines d'enquête (100 à 150 personnes derrière les talus). Ordures, lisier – merde, poteaux scellés, cailloux, bouteilles sur l'emplacement des mairies annexes (St Yves, puis Trogor). Lance-pierre (tous les hommes en ont un), jets de pierre, cocktails molotov dans les affrontements de 17 h. Organisation d'auto-défense, rondes, alertes par téléphone. Durant la journée : alerte et guerre psychologique (chant, disques, mégaphone).

La caravane Tro Breizh, apparemment pas mal de succès. La radio libre. Les manifs à Plogoff (une de 60 000) Quimper (2 fois 3 000).

## les gens en lutte... et la réaction

Actions punitives : bombages des voitures des caissières du Leclerc qui étaient parties bosser le jour du début de l'enquête le jeudi "région morte". La charcuterie boycottée car elle avait vendu du pâté aux mobiles. Le député Guermeur qui ne peut plus rentrer dans sa circonscription. Beaucoup de gens parlent des pronucléaires à qui il faudrait au moins casser la gueule.

## ...et la presse

Il n'y a pas d'attitude conciliante vis à vis des journalistes pour les mettre "avec soi". Ils les critiquent ouvertement et les engueulent quand ils ne passent pas l'info. Le journaliste du Télégramme (journal le plus diffusé en Bretagne) est particulièrement visé. Il se fait insulter ou menacer régulièrement, même publiquement à Rennes.

Les gens savent que la presse les roule dans la farine. Ils ne visent plus à donner bonne impression.

A noter que les Capistes viennent de passer de l'action directe à l'expression directe. Leur journal c'est "PLOGOFF 80". Passer vos commandes à PLOGOFF 80 /C.O. Joachim Corre, 5 rue de Loquéran ; 29149 PLOUHINEC

## ...et les partis

L'attitude générale est : "On sait très bien qu'ils sont tous pourris, mais tant qu'ils nous soutiennent, on accepte l'aide !" Les gens du PC ont déchiré leur carte ou sont traités de collabos. L'attitude des mecs de la caravane tro-breizh à Rennes est marquante : alors qu'un gars du PS de Rennes tapait sur la gueule du PC pronucléaire, les gens sont intervenus pour dire : "On s'en fout de vos querelles avec le PC, on veut juste votre soutien si vous êtes d'accord ; ne profitez pas de Plogoff pour marquer des points." Reçus à la mairie par le maire socialiste Hervé, ils avaient une attitude désinvolte face à tous ces pontes.

Lors du procès de Clet Ansquer à Quimper, le mercredi 27/2, les gens de Plogoff attendaient la manif devant le palais de justice. A 200 m du palais, le service d'ordre PSU-PS-CLIN du Sud Finistère détourne la manif vers le champ de foire ; les gens de Plogoff attendront longtemps les 3 000 manifestants. Certains râleront quand ils connaîtront le pourquoi. Magouille blues ! Ils ne se leurrent pas non plus et voient bien que la pétition nationale contre le nucléaire est une opération électorale Mittérand-Bouchardeau (PSU) et consort.

## les hommes et les femmes dans la lutte...

Les femmes sont surtout présentes dans la journée. Elles insultent les flics, mènent une dure guerre psychologique. 3 femmes s'étaient spécialisées, au garde à vous devant 3 mobiles, elles les insultent sans bouger, ceci tous les jours. Participent aux barrages mais au fur et à mesure du durcissement des actions, de moins en moins de femmes sont dans les actions dures. Elles n'ont pas de lance-pierres et ne jettent ni cailloux ni cokes. Le droit de se battre ne leur

est de toute façon pas refusé. Les hommes font les opérations dures et les barrages, ils ont tous un lance-pierres, certains font des cocktails. Se considèrent comme des "résistants" à l'occupant, parlent beaucoup de nouvelles tactiques, de nouvelles armes, certains se déclarent prêts à prendre les fusils. Ils mythifient bien sûr vachement la violence mais la situation est telle qu'ils se considèrent en état de guerre. Jeunes et vieux se battent côte à côte.

## les bouleversements occasionnés

Le premier est la présence militaire, les contrôles, les routes barrées, les patrouilles, les charges de flics jusque dans les jardins et dans les champs. Le deuxième est la nouvelle solidarité du rendez-vous de 17 h où tout le monde se parle. Plus de clans, de commérages. Les habitudes de travail aussi sont changées : les classes finissent plus tôt, des ouvriers font une pause ou finissent plus tôt pour être aux affrontements, certains ne bossent plus du tout, d'autres passent la nuit dehors et vont au travail le lendemain. Sur le plan de la vie intérieure et familiale, tout est chamboulé. "On ne parle plus que de ça", "On ne peut plus penser à autre chose", "On est à bout de nerf", "Parfois on mange à peine, et les gosses sont toujours seuls".

## l'itinéraire des gens en lutte

Certains, de plus en plus, très radicalisés, ne font plus que ça, ne pensent plus qu'à ça, sont dans une situation de non retour. (CF l'équipée des 2 de Longwy). Des structures aliénantes mais sécurisantes s'écroulent trop vite chez ces gens pas "politisés" et il n'y a aucunes structures de rechange. Pour beaucoup, la démocratie, ça n'a plus aucun sens : "Je n'irai plus voter", "Les flics fascistes ou républicains ont le même uniforme". Jusqu'à maintenant les gens ne savent pas où ils vont. Il n'y a pas de lieu de débat où ils puissent faire le point.

# de la lutte antinucléaire à la lutte anti-étatique

## LA POPULATION LOCALE AUX AVANTS POSTES.

Contrairement à Malville, à Plogoff le centre de gravité de la lutte contre l'implantation de la centrale, c'est au sein même de la population qu'il réside.

## UN BOULON VAUT BIEN UNE MOTION SANS DOUTE.

Il ne s'agit pas d'une lutte de notable, menée à coup de motions, pétitions et autre demande de moratoire. L'accueil fait aux mairies annexes lors de la première enquête d'"inutilité publique" se passe de tout commentaire...

## GODILLE.

Deux écueils généralement rencontrés lors des précédentes luttes antinucléaires sont jusqu'à présent soigneusement évités :

- le débat au sommet à coup d'arguments technico-scientifiques entre spécialistes ;
- la discussion à vide et sans fin sur les moyens de lutte : violence, non violence...

Là c'est la gendarmerie, fleuron militaire enracinée au sein de la "Bretagne profonde", qui a mis tout le monde d'accord. L'attitude des "anges du prieuré" a mis tout le monde d'accord. Baston général où se côtoient effectivement jeunes viscéralement anti-flics et moins jeunes qui puisent leur "savoir faire technique" dans la mémoire de leur passé de résistants. Tout le monde, femmes et hommes, harcèle psychologiquement et militairement l'armée qui occupe Plogoff de façon guerrière.

Dans le contexte de pseudo crise internationale, le nucléaire est considéré comme une nécessité économique par l'Etat, faisant partie du processus de crise de l'énergie au niveau mondial. Tous les dés seront joués au mieux en employant tous les moyens : répression, propagande, pour appliquer le programme nucléaire. La question du choix ne se pose plus. Le choix de société qu'impose le nucléaire sera forcément une société policière.

Se mouvant dans le creuset de la lutte anti-étatique (en affrontant le haut de l'iceberg répressif) la lutte antinucléaire avance à grandes coulées offensives. Les comités Plogoff (qui poussent comme champignons après la pluie dans la région) ne s'y sont pas trompés. Plogoff marche sur deux jambes. Et c'est bien du côté des gendarmes parachutistes qu'il faut ajuster nos crocs en jambes.

#### DES QUESTIONS DEMEURENT

- Comment Plogoff résistera-t-il aux sollicitations politicardes dont il commence à être l'enjeu. Bouchardeau a fait un p'tit tour, Garaudy qui cherche à se placer pour les présidentielles annonce sa venue... Alors 3 p'tits tours et puis se font jeter...?

- Le rouleau compresseur militaire est énorme, il justifie une riposte d'une envergure considérable et les chausses trapes sont nombreux. Il sera sûrement très difficile de maintenir un rapport entre des moyens de riposte qui soient efficaces contre l'appareil militaire en place, et qui en même temps recueillent l'approbation de tous. Un des dangers réside aussi dans le recours mythique au FLB. "De toute façon, quand nous on pourra plus, le FLB s'occupera de tout..."

- Jusqu'à présent, la jonction sur le terrain entre gens de Plogoff et gens de l'extérieur s'est bien passée, il n'empêche que les différences psychologiques sont bien réelles, que dans le concret quotidien ça peut passer et ça passe déjà parfois par des attitudes de mépris, de sectarisme, etc.... Il n'est pas possible de faire l'impasse là-dessus.

- D'autres actions se mènent contre le nucléaire dans d'autres coins, Plogoff risque de les laisser dans l'ombre.

Si ces points sont posés, ce n'est pas pour démobiliser, mais parce que ces risques existent, et qu'il faut se garder de mythifier l'aspect violence offensive. L'équipée de Longwy nous interroge suffisamment à ce sujet.

O.C.L. LE MANS  
largement inspirée par ACIER INOX

ce qui se passe à Plogoff ?  
tout dans ACIER - INOX

*Journal Communiste Libertaire de la région OUEST*

# NUCLEAIRE

Le système dominant a besoin, pour assurer son ordre à l'infini, de développer sa production d'énergie consommable, afin de maintenir en fonctionnement constant la machine productive (sans qu'importe, d'ailleurs, l'utilité de ce qui est produit). Ainsi est-il programmé que la France doit consommer deux à deux fois et demie plus d'énergie d'ici à l'an 2000.

## PRÉVISIONS OFFICIELLES DE LA CONSOMMATION D'ENERGIE (En Mtep, source : ministère de l'Industrie, 8 mars 1977)

Consommation par secteur en	1976	1985	2000
Industrie (dont sidérurgie)	58,2 (13,5)	86 (20)	113 (27)
Transports	33,6	44 (3)	67
Résidentiel (ménages)	38,7 )		( 100
Tertiaire (services)	16,4 ) 58	87 (4)	147 ( 44
Agricole	2,9 ) (dont chauffage 40)		( 3
Autoconsommation des centrales de production d'électricité	22,7	27	73
TOTAL	174,2	244 (1)	400 (2)

## REPARTITION PREVUE ENTRE LES DIFFERENTES ENERGIES EN L'AN 2000

(Source : E.D.F. novembre 1976)

Energies	Quantité (en Mtep)	% du total
Nucléaire	164	41
Hydraulique (barrages, retenues)	14	3,5
Pétrole	128	32
Gaz naturel	56	14
Charbon	26	6,5
Energies nouvelles	12	3

(1) Le gouvernement tablait primitivement (début 74) sur une consommation de 285 Mtep en 1985. De manière tout à fait arbitraire, il attribue aux « économies d'énergie » la différence entre la consommation réelle et les prévisions !

(2) Prévision E.D.F., novembre 1976. Le 30 septembre 1975, Marcel Boiteux, directeur général d'E.D.F., annonçait pour l'an 2000 une consommation de 470 Mtep...

(3) Au lieu des 51 Mtep d'abord prévues en 1974.

(4) Le gouvernement prévoyait primitivement 106 Mtep.

-----  
(tableaux parus dans *Que Choisir Spécial Energie*)

C'est pourquoi il ne fait pas de doute que la bataille actuelle de l'énergie va conditionner le futur de l'humanité et celui de son système économique et politique. De cette bataille dépend la consolidation de la technobureaucratie (1) comme classe dominante la vie sur toute la planète, et, aussi, définitivement, l'équilibre écologique.

En France, pour faire accepter à la population les hausses prodigieuses de l'essence, du fuel, du gaz et de l'électricité, indispensables à la réalisation du programme électronucléaire, le pouvoir, avec le concours de la radio et de la télé, fait jouer auprès de l'opinion publique des réflexes de peur et d'insécurité devant une prétendue pénurie des sources d'énergie. Il brandit les menaces de coupures d'électricité (comme en décembre 78), les restrictions de carburant, et cherche à nous culpabiliser, nous petits consommateurs jugés trop gourmands en énergie, alors qu'à côté de nous, l'armée et les gros complexes industriels n'en finissent pas de se gaver et de toujours plus gaspiller, à nos dépens.

La crise ! Vous avez dit la Crise ?

Qu'est-ce que cette fameuse crise de l'énergie ? A qui cela sert-il d'en agiter la menace ?

Depuis quelques dizaines d'années, le monde capitaliste s'est développé sur le pétrole ; et c'est l'importance stratégique de cette source d'énergie sur le théâtre mondial qui explique l'ampleur de ce qu'on a appelé la "crise" depuis une décennie.

Dans la perspective de la disparition du pétrole comme source d'énergie bon marché (les bourgeoisies des pays de l'OPEP ayant réajusté leurs prix), et de la raréfaction plus ou moins proche des réserves, – il reste cependant 80 ans de consommation mondiale, avec les tendances actuelles –, les compagnies pétrolières, immensément riches, qui contrôlent la production, la transformation et la distribution énergétiques, ont élaboré une stratégie de reconversion à long terme. Le but : s'assurer au niveau de l'ensemble des sources d'énergie et des matières premières le monopole mondial qu'elles avaient pour le

pétrole. Une telle reconversion nécessite une quantité fabuleuse de capitaux, des milliers et des milliers de milliards de dollars en quelques années, et doit être réalisée avant la disparition du pétrole comme source essentielle d'énergie primaire. Pour cela donc, il leur faut réaliser rapidement le maximum de surprofit dans les activités pétrolières ; elles encouragent donc et accompagnent les hausses des cours mondiaux depuis 73, les augmentations des prix qu'elles annoncent étant plus de dix fois supérieures aux coûts réels qu'elles enregistrent. C'est ainsi que pour l'année 79, leurs profits se chiffrent à 30 milliards de francs.

Sur 1 litre de super
17,4 % – compagnies
63 % – Etat
19 % – Pays producteurs

Avec ces moyens en capitaux, les compagnies pétrolières, associées à des banques, s'efforcent de réaliser un monopole sur toutes les énergies :

- en prenant le contrôle de l'exploitation des réserves fossiles : charbon, schistes, sable bitumeux. Elles ont acheté la majorité des centres miniers du monde.
- en contrôlant toutes les phases du processus de fission nucléaire : de la production d'uranium à son enrichissement.
- en développant des recherches dans le domaine des énergies douces et de l'énergie solaire, orientées, comme pour le nucléaire, vers de grosses unités de production, concentrées, centralisées, pour mieux garder le contrôle de la redistribution.

Par firmes multinationales interposées...
---

Dans son exigence pour conserver et accroître ses profits, l'organisation capitaliste au niveau international spécialise les pays industrialisés dans quelques secteurs industriels au détriment d'autres. C'est cette phase que nous subissons, avec une bourgeoisie plus européenne, plus technocratique, développant de nouveaux moyens de production et de nouvelles technologies dont l'informatique et le nucléaire occupent une place de choix.

La politique suivie par nos dirigeants actuels repose sur le respect d'une division du travail entre le capital et l'Etat. L'Etat doit assurer les conditions de rentabilité aux entreprises capitalistes "viabiles" : des marchés suffisants, une aide au redéploiement, et, par la politique salariale et la libération des prix, une hausse substantielle des profits. Les entreprises, industrielles en particulier, sont considérées comme le moteur de la croissance. A elles, avec l'appui de l'Etat, de se restructurer dans les secteurs "porteurs d'avenir" pour l'accumulation des capitaux ; à elles de développer les exportations sur le marché mondial.

... le redéploiement du capitalisme français
--

Le cas de la France est à cet égard parlant, elle qui se spécialise essentiellement dans des industries à haute compétitivité : l'automobile, l'électronique, la chimie, l'armement, l'aéronautique, l'industrie nucléaire.

De fait, l'économie française se trouve en grande partie construite autour de l'industrie nucléaire, qui donne à la bourgeoisie une nouvelle base à l'accumulation de son capital, ceci par firmes multinationales interposées (Framatome, où se retrouvent Schneider, Westinghouse, Pechiney-Ugine-Kuhlman, Creusot-Loire).

Au départ, l'industrie française (recherches et premières activités industrielles) est financée par l'Etat, pour des activités militaires : il s'agit de fabriquer et détenir des bombes atomiques. Encore maintenant, une grande partie de l'industrie nucléaire tourne autour de cette activité, et les applications civiles y restent étroitement liées.

Jusqu'aux années 60, le cycle de production reste financé par l'Etat et dominé par le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) ; tout autour, et la plupart du temps dans une attitude de sous-traitant, de grandes firmes privées commencent à rentabiliser leurs capitaux dans les activités nucléaires, en particulier Pechiney-Ugine-Kuhlman.

A partir de 69, c'est l'abandon de la filière nationale graphite-gaz. Le programme de centrale à eau et uranium enrichi est lancé, lié à une volonté d'industrialisation accélérée du



nucléaire : il s'agit de développer un secteur nucléaire qui puisse être présent sur le marché international et contrer les groupes étrangers avec une technologie ayant déjà une existence industrielle éprouvée. La conception et la réalisation de ces centrales ne peuvent être effectuées que par deux groupes industriels : Creusot-Loire et CGE, qui paient le droit d'exploiter les brevets américains des firmes US Westinghouse et General Electric.

En 73, EDF confirme ces deux groupes comme ses fournisseurs en centrales. Le rôle moteur reste dévolu aux entreprises nationalisées. Mais le marché, à l'époque, est faible, ce qui limite le développement du secteur, son accumulation et sa rentabilité.

Avec l'avènement de Giscard d'Estaing, on assiste à une évolution dans la politique industrielle nucléaire, caractérisée par une recherche de plus en plus grande de leaders industriels par type de produits. Le choix exclusif se porte sur Creusot-Loire-Framatome, qui résulte de l'avènement d'une bourgeoisie nucléaire sous la houlette des Wendel-Schneider-Empain-Giscard. On assiste alors à une politique de monopolisation :

- en 75, Framatome se voit confier le monopole de la construction des îlots nucléaires des centrales.
- Alsthom-Atlantique est créé de la fusion de deux firmes et s'arroge le monopole de la production des turbo-alternateurs ; EDF en fait son fournisseur unique.

- La CEA est restructurée ; une filiale, la COGEMA, associée à P.U.K., est créée pour regrouper la fabrication et le retraitement des combustibles nécessaires aux centrales.

Ainsi, les chantiers nucléaires représentent un énorme marché et offrent l'occasion de construire et d'essayer des machines. Ce marché sert à développer les groupes financiers qui soutiennent les entreprises intervenant dans la construction des centrales nucléaires. Ces entreprises fabriquent des moyens de production : elles tendent à s'implanter dans les jeunes-riches pays du tiers-monde, demandeurs de ces moyens de production plutôt que de biens de consommation individuels. Le groupe financier Empain-Schneider, par exemple, grâce au marché constitué par les centrales, finance l'équipement de sa filière Creusot-Loire en

énormes machines-outils (pompes, presses, cisailles, laminoirs...) qui, si elles sont utilisées dans la fabrication des composants des centrales, le seront aussi pour bien d'autres moyens de production. Empain-Schneider envahira alors les marchés étrangers, la totalité du marché mexicain (pour construire des raffineries de pétrole, des turbines industrielles, des usines thermiques...), le marché chinois (60 milliards de commandes sur 6 ans), le marché brésilien...

Les liens tissés, les interpénétrations entre la haute administration, le CNPF, les groupes intégrés au nucléaire, montrent en quoi le nucléaire est un élément fondamental de la structuration actuelle de la bourgeoisie française.

La multinationalisation du nucléaire français, sa monopolisation par quelques firmes et le nouveau partage Etat / groupes privés, correspondent donc à une stratégie industrielle : ces évolutions s'inscrivent dans celles d'une bourgeoisie nouvelle (1), liée aux grands groupes financiers et industriels, ainsi qu'à l'appareil d'Etat français, pour laquelle il s'agit de donner une nouvelle base à l'accumulation de son capital.

Un programme à la mesure des profits en jeu...
---

Pour réaliser le programme nucléaire gigantesque sur lequel mise la bourgeoisie, il faut développer de force un marché national, afin d'expérimenter les filières, convaincre les clients potentiels, conquérir les marchés extérieurs, créer une base économique.

Le marché intérieur est assuré par l'Etat et EDF. A grand renfort de matraquage publicitaire, on passe du tout pétrole au "tout électrique" par le nucléaire. En 79, 15 centrales fonctionnent, 26 sont en construction. La production ne va cesser de s'accélérer avec, en prévision, la mise en service de nouvelles capacités nucléaires : de 78 à 79, elle a augmenté déjà de 25 % ; elle est censée atteindre 48 % en 80. A l'horizon 85, la part du nucléaire dans la production totale d'électricité en France est estimée à 56 %, avec 200 milliards de kWh, et en 90, elle atteindra les 70 %.

Non seulement ce gigantisme des tranches nucléaires multiplie les risques et le bouleversement des espaces et des modes de vie, mais encore il est extrêmement coûteux. EDF, principal marché, finance les entreprises de l'électro-nucléaire par des avances sur la réalisation finale, avec la protection de l'Etat : la ponction de 40 milliards de francs réalisée à coups de frein sur les salaires, de hausses de carburant (+ 19 cts, début 80), d'augmentation des tarifs d'électricité (+ 10,8 %), de gaz (+ 11,8 %), fait partie de la stratégie du pouvoir pour financer l'accélération du programme nucléaire, de même que les appels à l'emprunt et l'annulation de la dette EDF, un cadeau de 11,7 milliards de francs.

Le but est que la France devienne en 85 le premier producteur d'électricité nucléaire d'Europe, devançant largement la RFA et la Grande-Bretagne.

Toujours pour réaliser ce vaste programme, il faut s'assurer le cycle du combustible pour exporter le nucléaire. Cette stratégie repose :

- sur l'entretien de relations impérialistes avec plusieurs pays d'Afrique (Niger, Gabon, Centre-Afrique, Afrique du Sud), où la France se réserve l'utilisation prioritaire et à bas prix des mines d'uranium, ses propres ressources ne suffisant pas face à l'ampleur du programme ; ceci au prix de l'exploitation accrue des travailleurs de ces pays, et du soutien de dictatures (les relations entretenues avec le tyran Bokassa, et l'intervention militaire française suite à sa destitution).

- sur la fabrication du combustible (uranium enrichi) grâce à la construction d'usines d'enrichissement (il en existe une à Tricastin : Eurodif), qui permettront d'alimenter les centrales françaises, mais aussi celles qui sont exportées. Les principaux clients sont les pays en voie de développement qui achètent à prix d'or des centrales pour obtenir l'uranium enrichi et ainsi fabriquer la bombe atomique (Afrique du Sud, Argentine...)

- sur la mise en place d'un surrégénérateur (Creys Malville) qui permet de multiplier par 50 ou par 100 le contenu énergétique des réserves d'uranium. Coup de poker d'autant plus inacceptable que sa technologie n'est pas assurée.

- sur l'extension rapide du stockage et du retraitement des déchets radio-actifs au niveau mondial, à La Hague.

Une société rouleau-compresseur
------------------------------------

Vu l'enjeu en pouvoir et en profits que représente le pari nucléaire pour les grands groupes financiers et industriels auxquels la bourgeoisie française est liée, ainsi que pour l'équilibre du capitalisme européen et même mondial, on comprend le zèle de nos dirigeants à tout faire pour étouffer toute contestation, à tout entreprendre pour nous conditionner à accepter leur stratégie nucléaire en usant des arguments les plus fallacieux (indépendance, réponse au "cataclysme" de la pénurie énergétique, etc.), et des méthodes les plus répressives et autoritaires. Plus il y a de milliards (dégagés du travail de la collectivité) investis dans l'électro-nucléaire, plus la bourgeoisie ira jusqu'au bout, à tout prix, de sa stratégie.

Non seulement le nucléaire hypothèque le futur de l'humanité de façon irréversible, mais encore il engendre comme structure sociale, politique et économique la barbarie électro-fasciste, avec un renforcement de l'exploitation, et de l'oppression des individus et des collectivités, et la répression accentuée des opposants.

La technologie nucléaire est d'une rare complexité et sophistication. De plus, sans même parler du problème fondamental de la contamination radioactive, le nucléaire engendre un gaspillage massif de l'électricité, puisque le rendement d'une centrale n'est que de 10 % environ, ce qui veut dire que 90 % de la chaleur produite l'est en pure perte, mais non sans dommage pour le milieu extérieur. En fait, l'absurde, l'illogisme, le gaspillage, le productivisme sauvage sont liés à la démarche capitaliste, qui passe par-dessus toute notion d'utilité, donc de choix et de logique, pour ne considérer que le profit. Si la préférence est accordée systématiquement à des installations sophistiquées sur d'autres techniques, c'est qu'elles offrent une confortable et inépuisable source de profits ; rien que dans la maintenance

de l'installation : la technologie énergétique, en système capitaliste, n'a pas pour seul but de produire l'énergie nécessaire à la production d'objets ; elle doit être, comme toute industrie, une source de profit en elle-même. Ce qui explique que d'autres technologies, désespérément simples, durables et maîtrisables par tous, elles, sont reléguées au rang des curiosités scientifiques. Au lieu d'utiliser les multiples ressources du milieu naturel, les technologies capitalistes ont toujours utilisé la méthode du rouleau-compresseur.

Qui dit technologie sophistiquée dit aussi un certain type de société où les spécialistes et les technocrates sont rois. En effet, plus nous serons inaptes à comprendre et maîtriser par nous-mêmes un certain nombre de techniques, et en particulier celles de la production d'énergie, plus nous serons dépendants et manipulables. Et le pouvoir compte sur l'accroissement de notre impuissance : il suffit de voir comment il nous trompe, nous ment, se moque de notre avis, joue sur nous son chantage.

D'autant plus que l'énergie nucléaire ne peut se concevoir autrement qu'avec une concentration accrue des pouvoirs économiques, financiers et politiques, et ne peut que faire jouer à plein le rôle de l'Etat et de tous ses appareils de contrôle et de coercition, tout en nous éloignant toujours davantage et de façon irréversible de la maîtrise et prise en charge de notre vie.

Et comme les centrales sont un enjeu décisif pour les intérêts de la bourgeoisie, comme, de plus, elles nécessitent d'importantes mesures de sécurité, cela ne peut que renforcer le contrôle qui existe déjà sur nous, par des flics ou des militaires toujours plus nombreux, par des fichages toujours plus systématiques et élaborés, par une répression toujours plus accrue. Le recours systématique aux forces de l'ordre est un aspect de l'extrême rigidité de l'électro-nucléaire pour empêcher la contestation. Le nucléaire étend de plus en plus la militarisation de la société civile.

Le nucléaire est un des aspects si apparents de l'exploitation généralisée du capitalisme, de ce qu'il implique de mépris des individus, de gaspillage, de productivisme forcené lié aux profits de quelques-uns, de consommation à

outrance, de centralisme, de hiérarchie, d'autoritarisme, qu'à son sujet s'est révélée, au niveau mondial, une contestation profonde de cette société.

La lutte contre le nucléaire est stratégiquement essentielle en France. Supprimer le nucléaire dans l'hexagone, c'est détruire l'organisation capitaliste de ces 20 à 30 prochaines années ; c'est bloquer son développement, ses projets de restructuration ; c'est s'attaquer directement à une part très importante des projets des trusts multinationaux et d'une bourgeoisie technocratique qui en est partie prenante. Tout comme l'informatique, la domination de l'information, le contrôle accru du savoir et des individus, le nucléaire se présente comme un pilier fondamental dans la phase actuelle de restructuration du capitalisme, tendant vers une forme de société technobureaucratique.

La lutte anti-nucléaire ne peut être qu'anti-capitaliste
---

Ce qui découle clairement de l'analyse précédente, c'est que plus que toute autre lutte, il n'y a pas de place pour le réformisme dans la lutte anti-nucléaire : l'arrêt du programme nucléaire ne peut avoir lieu sans un bouleversement profond de la stratégie capitaliste et de sa structure même.

La prise de conscience et la lutte ne peuvent se limiter à leur dimension "écologique" car alors elles se situent sur le même terrain, en définitive, que celui du Pouvoir : délire de la sécurité chez les pro et les anti, qui, les uns et les autres, se situent sur le terrain de la science.

" Se placer ainsi sur le terrain de la science, et endosser l'ambition de la maîtrise totale du naturel et du social, contribue à ce lavage de cerveau rationaliste qui est l'un des instruments modernes de la sécurité et qui consiste à bombarder en permanence la tête des gens d'informations et d'injonctions toutes plus rationnelles et scientifiques les unes que les autres, mais contradictoires, tout en cachant le processus de connaissances qui a abouti à un tel

savoir et en cachant donc ce qu'il a le plus souvent de conjoncturel et d'aléatoire.

Ensuite, il est particulièrement absurde dans le cas du nucléaire de reprocher au système de faire fi de l'avenir de l'espèce pour satisfaire les besoins de quelques-uns. D'abord parce que l'Etat, l'EDF, etc... seront fondés à répondre que la production d'énergie fait aujourd'hui partie, bien évidemment, hélas, de la sécurité de tous. Et d'autre part, parce que si la prise en considération du destin de l'espèce a un sens, ce n'est certes pas au niveau des simples gens, pour qui ce n'est qu'une abstraction répressive ; c'est bien au niveau du système, et ce que l'on peut lui reprocher, c'est plutôt de s'en préoccuper, du destin de l'espèce, et d'en faire son affaire. S'opposer au nucléaire au nom de la sécurité n'aura pour résultat que davantage d'organisation, de contrôle, de prise en charge des gens, davantage de retranchement, dont l'architecture d'une centrale offre une image saisissante. " (tiré de UTOPIE, juillet 77)

Les structures antinucléaires n'ont jamais mobilisé que sur les sites eux-mêmes, et sans que cette mobilisation se traduise par une quelconque remise en cause profonde des implications du nucléaire, – au-delà du "danger" et du pacifisme –, sinon en mots, et de façon minoritaire.

En ce sens, la classe ouvrière n'a pas vraiment été touchée par la lutte anti-nucléaire, et elle ne peut l'être que si cette lutte est liée aux autres luttes des travailleurs contre la restructuration capitaliste : luttes contre les projets de concentration industrielle liée à la concentration des pouvoirs et s'appuyant sur la division internationale du travail ; luttes contre le chômage, la mobilité de l'emploi ; remises en cause de la poursuite et du développement de certains types de production, de certaines façons de produire, etc.

Dire que les écologistes sont "flous" ou n'ont pas de projet politique est une erreur ; ils en ont un, mais ce n'est pas le nôtre.

C'est un projet d'aménagement d'un capitalisme propre, et sûr technologiquement, et, dans l'immédiat, de création d'un Parti politique avec ses implications électorales.

Ils se sont cassé la gueule sur le terrain des contre-propositions énergétiques, qui ne peut pas être le nôtre. Le capitalisme est plus en avance qu'eux sur la recherche et le développement du solaire, de la bio-masse, de la géothermie, etc. N'envisage-t-on pas aux USA, par exemple, d'investir plusieurs centaines de milliards de dollars pour installer des satellites géants chargés de recueillir l'énergie solaire pour la transmettre sur la terre (Libération 20/11/79) ? Ou encore, les départements américains de l'énergie et de la défense n'ont-ils pas exposé un projet pour faire fonctionner à l'énergie solaire ou éolienne les futures bases de missiles nucléaires intercontinentaux (Libération 28/11/79) ?

En ce sens, les écologistes sont un peu "l'avant-garde" de cette réorientation qui s'opérera parallèlement au nucléaire. Nucléaire, informatique et solaire sont les trois mamelles de la louve capitaliste... (cherchez les autres !...)

Le Parti Socialiste, actif localement, doit être dénoncé pour son double jeu. A l'issue de la Convention Nationale du P.S., le 12 et 13 janvier 80, la motion proposant de renoncer au nucléaire pour l'avenir et d'arrêter les chantiers dès l'arrivée des socialistes au pouvoir n'a recueilli que 14,65 % des voix à l'intérieur du P.S. Par contre, celle déclarant que le nucléaire devait rester une énergie de transition en attendant que le solaire puisse prendre le relais, mais sans la mise en œuvre du surrégénérateur a recueilli 59,85 %. Celle favorable aussi au surrégénérateur (CERES) : 17,38 %. Qui dira encore que le P.S. est anti-nucléaire ?

Quant au Parti Communiste, il soutient tout le programme.

Dans notre stratégie, la lutte anti-nucléaire qui aurait pour objectif l'arrêt du programme, – donc le déséquilibre du capitalisme –, ne peut s'appuyer sur une quelconque stratégie électorale ou partidairer, ni sur le moratoire ou les pétitions ou le référendum, qui s'avéreront être des armes au service d'un nucléaire mieux contrôlé (cf. le P.S. et le P.C.) ; des commissions locales composées d'associations, des partis, des municipalités, des syndicats et des industriels et

EDF "contrôleront", pour notre sécurité, les centrales, c'est-à-dire veilleront à leur bonne marche (cf. Fessenheim).

C'est la mise en place de l' "autogestion technocratique", de la démultiplication de l'Etat, qui, pour être plus efficace, utilise des couches de la bourgeoisie, en leur laissant quelques espaces vacants, localement, dans lesquels elles s'engouffrent, pour s'assurer une fraction de pouvoir ; pouvoir qu'elles s'imaginent partager

sur la société, alors qu'il ne s'exerce que sur les gens.

OCL Peyrehorade (Landes)

(1) L'analyse selon laquelle le redéploiement capitaliste s'accompagne de l'émergence d'une "nouvelle" bourgeoisie, qualifiée ici de technobureaucratique, n'est pas partagée par l'ensemble de l'OCL et est en discussion.

## UN MOUVEMENT ANTI-NUCLEAIRE RENAIT !??!

### PLOGOFF : 3 ANS APRES MALVILLE

Les magouilles écolos et gauchistes et les grenades offensives avaient fait de Malville le tombeau du mouvement anti-nucléaire naissant. Les faux débats violence/non-violence, les haines, les peurs et les rancœurs accumulées avaient conduit le mouvement anti-nucléaire à une impasse politique à laquelle les écologistes politiques n'avaient offert comme seule perspective que la constitution d'un groupe de pression ELECTORALISTE. Depuis Malville, le mouvement anti-nucléaire s'était replié sur les sites des centrales et encore l'EDF n'avait affronté une résistance importante que pour quelques centrales : Le Pellerin, Golfech, Plogoff, Chooz... Les rassemblements régionaux et nationaux à Gravelines, Braud St Louis, Nogent/Seine, Cattenom avaient été des échecs ne regroupant que quelques centaines voire quelques milliers de personnes. Enfermé dans un discours non-violent et légaliste le mouvement anti-nucléaire était impuissant face à l'offensive nucléaire du pouvoir.

Avec Plogoff TOUT EST CHANGE !

C'est toute une population qui choisit la résistance, toute une région qui se mobilise, toute une dynamique de soutien qui se tisse au niveau national. Ceux qui après Malville avaient rangé leurs "billes" sur le terrain du nucléaire s'agitent à nouveau, s'organisent, discutent des moyens concrets de développer partout comme à Plogoff mais pas seulement sur les sites un mouvement anti-nucléaire sur un terrain d'auto-

organisation, de rupture sociale, et non sur le terrain miné de l'opinion publique manipulée par les médias.

Dans ce sens de renaissance d'un mouvement anti-nucléaire, il ne fait aucun doute que les 2 rassemblements antinucléaires du printemps (Plogoff à la Pentecôte, La Hague fin juin) peuvent prétendre à un niveau de mobilisation extrêmement important comparable à celui de Malville en 77.

### LE RASSEMBLEMENT DE PLOGOFF A LA PENTECOTE (25 MAI)

Il devrait permettre non seulement d'apporter un soutien massif à ceux de Plogoff, mais aussi, tant à travers la mobilisation pour ce rassemblement qu'à travers les discussions et les contacts qui se feront sur place, il aidera à tisser les liens et les débats qui peuvent faire vivre un réel mouvement anti-nucléaire en France. C'est pourquoi les militants de l'OCL feront tout pour que ce rassemblement soit un succès tant par le nombre que par la richesse des contacts et débats qui devront s'y faire. Il est clair pour nous, par contre, qu'il ne s'agit pas d'aller à Plogoff pour faire de Plogoff le seul axe de lutte anti-nucléaire mais bien pour chercher les moyens concrets d'aider réellement les gens de Plogoff, c'est-à-dire de développer partout, là où nous sommes, la résistance à l'EDF et à l'électro-nucléaire.

### FIN JUIN : LA HAGUE (29 & 30)

La Hague, la poubelle atomique, le point

central de tout le programme nucléaire sans lequel les centrales classiques ne peuvent fonctionner, sans lequel Super-Phénix resterait un monstre de béton froid mais vide et inactif. La Hague est déjà la seule usine de retraitement fonctionnant industriellement dans le monde, et bien qu'elle fuit de partout, son rôle est tellement vital au choix du tout-nucléaire qu'une 2ème usine est en chantier. Car non seulement La Hague est indispensable à l'industrie nucléaire en France mais elle est aussi nécessaire au développement du nucléaire dans le monde et c'est enfin un considérable argument de vente pour l'industrie française du nucléaire sur les marchés du tiers-monde.

Sans doute, déjà, des luttes ont eu lieu par rapport à La Hague (en particulier à l'occasion de l'arrivée du Pacific Fischer) mais ces luttes ont été déchirées par des contradictions que le mouvement anti-nucléaire doit dépasser : Panique non-violente après les affrontements de Cherbourg, critiques du syndicat CFDT des travailleurs de La Hague par rapport au problème de la sécurité sans remettre réellement en cause le choix du nucléaire.

Vu ces contradictions, l'initiative d'une partie du mouvement écologiste et anti-nucléaire d'organiser un "Woodstock" fin juin à quelques kms de l'usine de La Hague est pour le moins ambiguë. Il est absurde de croire que par rapport à un objectif aussi capital, un "Woodstock" anti-nucléaire à La Hague pourrait avoir un poids quelconque et sur le choix du pouvoir et sur l'unanimité pro-nucléaire des partis de gauche ou de droite et des syndicats. En effet, même si le PS et la CFDT ont signé une pétition sur l'arrêt du programme nucléaire, ils ne remettent pas en cause ni les centrales existantes ou en cours de construction, ni la nécessité d'une usine de retraitement en France. Leur logique productiviste leur interdit d'être cohérents et leur impose d'associer à un refus local éventuel des implantations nucléaires un choix fondamental PRO-NUCLEAIRE.

D'autre part, comment croire que les dizaines de milliers d'anti-nucléaires qui viendront à La Hague cet été pourront se contenter d'écouter de la musique assis dans l'herbe, alors que l'Etat

accélère son programme et que pour la 1ère fois depuis plusieurs années, grâce à la lutte de Plogoff, le mouvement anti-nucléaire peut s'opposer réellement au pouvoir ???

Dans ce cadre, il ne saurait être question pour nous de cautionner un pari d'une partie du mouvement écolo, qui non seulement ressemble étrangement à une répétition de ce que fut l'incohérence de Malville, où des écolos prirent la responsabilité mortelle d'appeler à une mobilisation offensive et non-violente ; mais aussi un pari qui prend l'aspect d'une opération politiciarde pour préparer la campagne présidentielle des écologistes et donc d'une OPA sur le mouvement anti-nucléaire.

Cette initiative étant lancée habilement au moment où le mouvement anti-nucléaire prend un nouvel essor, elle risque de rassembler une grande partie du mouvement anti-nucléaire. Ne pas s'y rendre serait donc en ce sens négatif et irresponsable. S'y rendre pour "buller" au soleil serait tout aussi négatif. Il s'agit donc pour nous d'imposer tant avant ce rassemblement que pendant une alternative qui se situe à 2 niveaux :

- D'une part, dénoncer une politique qui ferait vivre uniquement le mouvement anti-nucléaire sur la préparation et la présence à une série de grandes kermesses... en attendant le bulletin de vote alors que localement ce mouvement doit se donner une base sociale et de lutte concrète.

- D'autre part, être présent malgré tout à ce rassemblement pour, tant par les débats que par les initiatives concrètes sur le terrain bien préparées à l'avance, affirmer la nécessité de l'affrontement à l'Etat nucléaire ; affrontement qui devrait revêtir un niveau d'organisation bien supérieur à celui de Malville et surtout pas centralisé sur un seul lieu MAIS ECLATE TOUT AUTOUR DU SITE ET DU CHANTIER DE LA NOUVELLE USINE. Seule l'autonomie du mouvement anti-nucléaire par rapport aux magouilles politiciardes peut lui permettre de bloquer le programme nucléaire !!

TOUS A PLOGOFF LE 25 MAI  
TOUS A LA HAGUE LES 29 & 30 JUIN  
TOUS MAINTENANT ET PARTOUT  
CONTRE LE PROGRAMME NUCLEAIRE !!

# PLOGOFF

# quel soutien ?

Alors que sur le cap, le combat contre le projet de centrale nucléaire était déjà bien engagé, il fut décidé, au cours de plusieurs réunions entre différentes organisations, groupes et collectifs, de mettre en place à Paris un comité de soutien à Plogoff. Il serait trop fastidieux de retranscrire les débats qui ont agité ce comité. Toutefois, un consensus s'est dégagé en faveur d'une manifestation de rue le samedi 15 mars, lendemain du dernier jour de l'enquête d'utilité publique et veille du second grand rassemblement sur le site.

## LA MANIFESTATION

Cette manifestation, malgré quelques carences dans son organisation, fut un double succès dans la mesure où elle a réussi à atteindre les deux objectifs qu'elle s'était fixé ; à savoir d'une part le soutien aux habitants de Plogoff et d'autre part le déroulement d'une manif rompant avec celles qui se font traditionnellement à Paris depuis maintenant 3 ans.

Ce qui se dégage de cette manifestation, tant par la forme que par le contenu de ses slogans, c'est avant tout son caractère combatif et libertaire, libertaire non pas au sens idéologique, mais au sens "social" et politique du terme.

Le fait que le service d'ordre n'était pas dirigé contre les manifestants, qu'il n'en constituait pas une instance séparée et enfin qu'il ne ressemblait pas à un défilé militaire comme c'est l'usage, donnait d'emblée un ton "différent" à cette manif. C'est ainsi que, lorsqu'un peloton de CRS a chargé la manif, celle-ci a pu se recomposer rapidement et spontanément.

Les slogans, qui très souvent portaient là aussi directement des manifestants, traduisaient la continuité entre le soutien nécessaire aux habitants et aux emprisonnés de Plogoff, la situation proprement parisienne ("Plogoff-Nogent, même combat") et le refus radical de la société nucléaire ("policière" et/ou "militaire" ; "Fermons les centrales – Ouvrons les prisons", "Etat nucléaire, Etat terroriste").

Quant à la composition politique de la manif, on a pu noter l'absence quasi générale de l'extrême gauche "classique" et d'une fraction du mouvement écolo (le Réseau des Amis de la Terre). Pour être honnête, il ne semble pas que, parmi les manifestants, il y ait eu beaucoup de monde pour le regretter...

Ceci dit, et pour en finir avec ça, il convient d'ajouter un point important : l'absence totale de cassage de vitrines et de velléités d'affrontement avec les flics. Et si c'est important, ce n'est pas parce qu'on soutient la police et le petit commerce, mais bien plutôt parce qu'en assurant le caractère qui fut donné à la manif, il s'agissait d'échapper à la logique répressive de l'Etat que, le plus souvent, nous ne maîtrisons pas. En cela également, cette manifestation fut un succès.

## QUELLES PERSPECTIVES ?

Si la lutte des habitants de Plogoff permet aux opportunistes et récupérateurs (B Lalonde du RAT, le courant rocardien du PS) de s'exprimer massivement dans les médias, sur le dos et bien souvent au nom de ceux et celles qui luttent réellement, elle ouvre aussi et surtout une nouvelle phase dans la lutte anti-nucléaire. Si l'OCL (région parisienne) participe au comité de soutien à Plogoff, ce n'est pas parce que nous nous mettons "au service de la juste lutte des autres" mais bien plutôt parce que la lutte exemplaire des gens du cap rend possible la reconstitution d'un mouvement anti-nucléaire dans la région parisienne, se battant sur des objectifs propres, en fonction de la situation propre.

Il est évident que cette "relance" ne peut se faire sur la base de ce que fut la première phase du mouvement (jusqu'à Malville). Pour cela, il est nécessaire d'engager le débat sur des points centraux.

Lutter contre le nucléaire ne peut plus se réduire à lancer des campagnes d'opinions, largement médiatisées, dans lesquelles les gens sont immédiatement placés dans une situation de spectateurs. C'est aussi dans ce type d'actions

que le mouvement anti-nucléaire s'est effondré ; ce n'est pas à coup de campagnes et de rassemblements, aussi massifs soient-ils et aussi convaincantes soient-elles, que l'on construit une réelle opposition permanente au nucléaire. Ces formes d'interventions, le contenu des discours qui s'en dégage doivent pouvoir se vérifier sur une dynamique d'(auto)organisation, sur un terrain social réel. Sans quoi, l'artificialité d'un mouvement devient très vite manifeste ; ce mouvement finit par disparaître de lui-même. L'histoire du gauchisme depuis 68, pourtant riche en campagnes et rassemblements de toutes sortes, est là pour le prouver. Sa crise est la marque d'une dissociation entre le type d'intervention qu'il instaurait et l'expression des besoins des ouvriers, des femmes, des immigrés, etc., qu'il était censé "organiser".

De plus, nous savons que, très vite, ce type d'actions trouvent toujours une expression institutionnelle, sans même, et pour cause, qu'existent des niveaux d'organisation en mesure d'en contrebalancer le pouvoir. Dans le mouvement anti-nucléaire, les organisateurs de rassemblement de non-lutte et les politicards ne manquent pas ; ce sont souvent les mêmes.

S'organiser sur un terrain social, c'est se donner les moyens d'une lutte sociale contre le nucléaire.

Comment ? Quels axes ?

Il est clair que ce ne sont pas uniquement sur des analyses, aussi justes soient-elles, que des luttes collectives peuvent voir le jour. Celles-ci ne peuvent servir que d'indications pour ceux qui sont à l'initiative des luttes. Ce qu'il s'agit de montrer, c'est que le choix politique et économique du nucléaire constitue une pièce maîtresse dans la restructuration du procès de valorisation du capital, et une attaque sélective et généralisée contre le revenu de la population. On sait qu'une bonne part des tarifs EDF sert à financer le programme nucléaire de l'Etat ; les hausses de ces tarifs correspondant à l'augmentation de capital nécessaire aux nouveaux investissements. C'est dans cette direction qu'il faut s'engager. En refusant de payer les quittances EDF, il s'agit d'organiser la résistance au

programme nucléaire.

Il est certain qu'une lutte de ce type est difficile à mettre en place, pour plusieurs raisons :

- la faiblesse des forces militantes, tout au moins pour l'instant, qui pourraient prendre l'initiative de cette pratique d'organisation et de lutte.
- la désocialisation/destructuration de la classe ouvrière dans la région parisienne (atomisation, dispersion) rend difficile l'émergence de luttes collectives dans les quartiers.
- le manque d'insertion sociale réelle de nombreux réseaux militants qui, pour survivre, ont dû créer des formes de socialité, bien souvent en marge des "autres".

Malgré ces difficultés liées à l'organisation capitaliste de l'espace et de manière plus générale aux conditions de reproduction des rapports sociaux de domination, nous pensons qu'il est nécessaire que s'amorce un débat sur ce point, parmi tous ceux qui se sentent partie prenante de la lutte contre le nucléaire, et tous ceux qui désirent lutter dans le sens d'une désarticulation des mécanismes de la restructuration.

Ce besoin de débat sur l'intervention anti-nucléaire doit pouvoir s'exprimer dans et à partir des initiatives que prend le comité de soutien parisien à Plogoff. (mini-meeting à Paris et en banlieue et surtout rassemblement anti-nucléaire propre à la région parisienne, vraisemblablement en mai) Ce rassemblement a pour nous, et on n'est pas les seuls, une valeur stratégique importante. Il ne s'agit pas de montrer à l'Etat qu'on existe et qu'on est fort, ni de céder à la magie du nombre ; ce rassemblement ne constitue pas un but en soi. Certes, on y parlera des luttes anti-nucléaires passées (Malville ?) et présentes (Plogoff). Mais, au-delà de cette circulation des informations, de cette socialisation des expériences de lutte, des débats auront lieu sur le mouvement anti-nucléaire lui-même, les moyens qu'il est capable de se donner pour contrecarrer les projets d'EDF de manière efficace. Comment lutter ? où ? avec qui ? toutes ces interrogations devront trouver des éléments de réponse, ceci malgré les contradictions et difficultés évoquées plus haut.